

H3C – La condition des femmes et ses évolutions dans la société du XIXe siècle

I. Un siècle de contraintes et d'inégalités

L'idéal féminin du XIXe siècle est celui de la mère de famille qui a pour vocation, en donnant la vie, de perpétuer la structure familiale traditionnelle.

Les femmes sont victimes de discriminations tant économiques que politiques et leur combat pour l'égalité et la liberté ne fait que commencer.

Au sein du couple, dans le cadre du mariage, les femmes restent subordonnées aux hommes. Cette inégalité est même légale puisque le code civil napoléonien de 1804 institue l'infériorité des femmes par rapport aux hommes. Elles sont placées sous le contrôle de leur père, puis de leur mari. Par exemple, les femmes infidèles sont bien plus sévèrement punies que les hommes infidèles.

Les femmes n'ont aucun droit politique. La démocratie se construit sans elles malgré le suffrage universel masculin mis en place en 1848 par la Deuxième République.

La bourgeoisie considère que les femmes doivent s'occuper du foyer et des enfants. Dans le monde paysan et ouvrier, la femme travaille et elle est même essentiel pour la survie de la famille.

Dans le travail, les femmes représentent plus du tiers de la population active. A l'usine comme dans les champs, le salaire féminin atteint à peine la moitié de celui d'un homme. La journée des femmes est très longue : elles cumulent des activités domestiques comme l'entretien des enfants mais aussi des activités professionnelles comme le travail dans les champs.

Les femmes sont presque 2 millions à être embauchées dans les mines, dans l'industrie textile, dans l'industrie de l'alimentation. La travail (le labeur) y est particulièrement éprouvant parfois jusqu'à 14 heures par jour. Jusqu'en 1907, la femme mariée ne peut pas toucher son salaire en son nom propre, mais au nom de son mari.

La première conquête symbolique des femmes réside dans l'abandon du corset grâce au modèle de robe conçu par Paul Poiret.

Mais les hommes conservent le monopole du pouvoir.

II. Des figures du féminisme pour une conquête de nouveaux droits

Marie Curie est une immigrée polonaise, venue faire ses études à Paris. Elle est la première femme à obtenir la chaire de physique générale de l'université de la Sorbonne. Elle obtient deux prix Nobel : un en physique en 1903 et un en chimie en 1911.

Hubertine Auclert, sous la IIIe République, est une militante féministe appartenant au mouvement des suffragettes qui réclame le droit de vote pour les femmes. Elle fonde le journal *La Citoyenne* en 1881. Ce journal se fait l'écho des revendications féministes comme transformer le code civil, obtenir le droit au divorce, l'égalité entre les femmes et les hommes...

Marguerite Durand est la première à casser le monopole des hommes dans le milieu du journalisme. Elle publie un journal : *La Fronde*, le premier journal dirigé, conçu et fabriqué exclusivement par des femmes. Elle enrage de voir les femmes privée du droit de vote, donc inéligible. Avec des militantes féministes, elles déposent symboliquement leurs candidatures aux élections législatives et mènent une campagne électorale qui leur est refusée. En 1914, la ligue française pour le droit des femmes organise un référendum clandestin le jour des élections permettant à 500 000 femmes de déposer un bulletin "je désire voter". Les féministes sont persuadés que l'adoption du droit de vote des femmes est l'affaire de quelques semaines or l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche plonge l'Europe dans la guerre.

Les mentalités commencent à changer lentement. Le droit au divorce est accordé en 1884 et les femmes peuvent accéder à la profession d'avocate en 1900.